

Georges

KUZMANOVIC

50 propositions pour reprendre le contrôle



Cinquante propositions et une déclaration d'indépendance

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE

Les Français se désintéressent de la politique car ils ont pris conscience que, dans la plupart des domaines, leur vote n'a plus de prise sur la réalité. Ceux qui nous gouvernent ne font plus, ils défont.

Notre objectif principal sera de restituer à la France son indépendance et sa puissance. Pour y parvenir, nous rebâtirons un État fort et stratège ayant les moyens de défendre les intérêts de la Nation et des Français. Nous rendrons ainsi la fierté à tous ceux qui servent et nous redonnerons tout son sens à l'action publique.

C'est le sens de mes cinquante propositions, dont beaucoup sont impossibles à réaliser dans les conditions actuelles de sujétion de la France par rapport à l'Union européenne (UE). Celles marquées d'un (1) sont interdites au moins en partie ; celles marquées d'un (2) ont été rendues impossibles par la concurrence mise en place par l'UE; celles marquées d'un (3) ne peuvent pas être financées dans le cadre du pacte de stabilité budgétaire, de la politique monétaire de l'UE et du dumping social et fiscal qu'elle organise.

Pourtant, ces propositions ne font qu'appliquer des principes constitutionnels français tels que définis dans la Constitution ou ses textes annexés: Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, Préambule de 1946 ou Charte de l'environnement.

C'est que la hiérarchie des normes théorique, qui place la Constitution au-dessus des traités, n'est plus respectée, depuis que la Cour de justice de l'UE – suivie malheureusement quelques décennies après par les juridictions françaises – a jugé que les principes de l'UE étaient supérieurs aux principes constitutionnels de chaque État. En cela, elle méconnaît gravement l'article 4 du traité sur l'Union européenne (TUE), qui indique lui-même que cette dernière « respecte l'égalité des États membres devant les traités ainsi que leur identité nationale, inhérente à leurs structures fondamentales politiques et constitutionnelles. »

Pour mettre un terme définitif à cette extension abusive et restaurer les possibilités d'agir de la démocratie et stopper le dépérissement organisé de l'État et de la France, nous demanderons aux Français de confirmer par référendum que les principes contenus dans la Constitution et ses textes annexés font bien partie de l'identité nationale de la France au sens de l'article 4 du traité sur l'Union européenne.

Grâce à cette correction, les principes bruxellois, comme la concurrence libre et non faussée ou les libertés de circulation des marchandises, des capitaux, des travailleurs et des services, cesseront d'être absolus. La France pourra en effet adopter des lois qui y font exception si elles ont pour but l'application de ses principes constitutionnels, tels que la protection de l'environnement, la propriété nationale des services publics ou des monopoles de fait, les droits sociaux reconnus en 1946 ou le principe de souveraineté nationale. Cela nous permettra notamment de prendre les cinquante mesures qui suivent sans renier nos engagements.

Cet acte fort sera en outre le point de départ d'une grande concertation avec nos partenaires pour établir enfin une Europe des nations fondée sur la coopération et non plus sur la technocratie, la concurrence et la faveur donnée à l'oligarchie.

Par ailleurs, même si la politique actuellement menée par la Banque centrale européenne (BCE) est moins mortifère qu'il y a quelques années, rien ne dit qu'elle continuera à être aussi arrangeante : le retour de l'inflation pourrait en effet inciter l'Allemagne à réclamer un retour à une politique centrée sur la seule stabilité des prix. En outre, l'euro a été conçu de telle manière qu'il avantage considérablement l'économie allemande et désavantage l'économie française. Enfin, comme les Grecs l'ont découvert à leur détriment, il constitue un moyen de pression de la part des marchés via la BCE contre les velléités d'indépendance des peuples.

La question de la souveraineté monétaire devra donc, dans un deuxième temps, être examinée. Après un débat permettant de considérer la situation créée par le premier référendum et les prises de positions de nos partenaires qui en découleront, nous demanderons, six mois après, aux Français s'ils souhaitent quitter l'euro et revenir à une pleine souveraineté monétaire qui rende à leur industrie et au secteur touristique si important en France un avantage comparatif décisif.

Seule une construction respectant le légitime attachement des peuples européens à la démocratie et à l'indépendance, au lieu de créer artificiellement des différends par l'application d'une idéologie dépassée, peut répondre à l'ambition que nous partageons d'un continent uni par l'amitié et la paix.

UN ÉTAT FORT ET UNE ÉCONOMIE FORTE

1- Garantir des services publics de qualité (1)

Nous garantirons des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture, de la dépendance, mais aussi des transports, de l'eau, des énergies et des télécommunications (fixe et mobile) en complétant et en encourageant les efforts des collectivités dans beaucoup de ces domaines.

2- Mener une politique de reconquête industrielle (1)

Nous confierons une stratégie de reconquête industrielle à un ministère de l'industrie fort disposant d'outils tels que la nationalisation, la préemption temporaire et les tarifs douaniers, d'un commissariat au plan qui ne soit plus une institution honorifique et d'une banque publique d'investissement qui s'engage davantage pour la réindustrialisation. Le secteur public devra prioritairement acheter français.

3- Créer une filière électronique de pointe et des outils numériques souverains (1)

Nous développerons avec d'autres États des projets intégrés afin d'inventer les outils numériques de l'économie de demain et concurrencer les plates-formes par des services publics numériques. Nous créerons une filière électronique de pointe sur le modèle d'Airbus capable de fabriquer à nouveau des semi-conducteurs et des équipements électroniques.

4- Doubler les efforts financiers pour la recherche (3)

Les moyens de la recherche, fondamentale et appliquée, garante de l'avenir de la Nation dans un monde en crise, seront doublés durant le quinquennat. L'État jouera son rôle de stratège en coordonnant les efforts du public et du privé, notamment via un conditionnement du crédit impôt recherche, qui ne pourra financer que des projets en France.

5- Établir une fiscalité plus juste et plus efficace (2)

Nous établirons une fiscalité plus juste et plus efficace :

- suppression de la TVA pour les achats de première nécessité, sur les aliments produits en France et respectueux de l'environnement et sur les objets reconditionnés;
- renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu; imposition des Français installés dans les pays à la fiscalité basse;
- suppression du prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital et rétablissement de l'ISF;
- progressivité de l'impôt sur les sociétés ;
- contrepartie exigée pour toutes les aides aux entreprises; fixation de la fiscalité sur les carburants non en fonction du prix mais de la quantité;
- refonte des impôts locaux en une fiscalité assise sur le revenu pour garantir aux collectivités une véritable autonomie financière.

Les bras armés de l'État dans ce domaine qui luttent contre les fraudes et financent l'action publique – douanes et finances publiques – seront renforcés.

Enfin, pour un véritable contrôle, les activités de banque de dépôt et de banque d'investissement seront réellement séparées, conformément au Glass-Steagall act.

TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

6- Établir une taxe carbone à l'entrée sur le territoire et valoriser les circuits courts (1)

Dénonçant les traités de libre-échange qui nuisent gravement à l'environnement, nous établirons une taxe sur les produits entrant en France en fonction de leur empreinte carbone. Nous valoriserons les circuits courts, y compris par la commande publique.

7- Mener une transition vers l'agriculture de demain (2)

Nous mettrons sur pied une véritable politique agricole française favorisant les pratiques respectueuses de l'environnement et de la biodiversité, garantissant un revenu décent pour ceux qui nourrissent les Français, et permettant d'assurer l'autonomie alimentaire du pays.

8- Réinvestir dans le nucléaire à travers un grand service public des énergies (1)

Nous réinvestirons massivement dans le nucléaire pour en améliorer encore la sûreté et préparer de nouvelles générations de centrales. L'hydroélectricité restera bien évidemment au sein de ce grand groupe nationalisé ayant le monopole de la distribution d'électricité, qui prendra le temps d'établir une stratégie respectueuse des habitants sur l'éolien et les autres énergies renouvelables.

9- Supprimer les passoires thermiques et réhabiliter les réseaux d'eau (3)

Nous créerons une agence de la rénovation thermique des bâtiments qui assurera elle-même la maîtrise d'ouvrage et le financement immédiat des travaux, quitte à percevoir par la suite un remboursement différé de la part des propriétaires qui en ont les moyens. L'État interviendra également pour réhabiliter les réseaux d'eau là où ils sont défaillants, comme en Guadeloupe.

10- Mener une politique de prévention des effets du changement climatique (3)

Afin de nous préparer aux conséquences déjà visibles du changement climatique, nous engagerons une politique de résilience pour anticiper et préparer les citoyens à la montée du niveau de la mer et à la multiplication des épisodes météorologiques extrêmes. Nous encadrerons fermement l'étalement urbain et protégerons les ressources en eau, les forêts et les terres agricoles.

SANTÉ

11- Créer une industrie pharmaceutique publique (1)

Nous assurerons la souveraineté pharmaceutique de la France en créant, le cas échéant par des nationalisations, une industrie pharmaceutique publique capable de répondre aux nombreuses pénuries de médicaments et de produits de santé et d'assurer un avenir industriel privilégié aux nombreuses innovations des laboratoires financés par fonds publics.

12- Garantir un réseau de dispensaires publics et basculer vers une médecine de prévention

Pour lutter contre la désertification médicale et l'engorgement des urgences, et conformément à l'appétence des jeunes médecins pour l'exercice coordonné et salarié, nous encouragerons et compléterons le réseau de dispensaires publics sur tout le territoire, orienté vers la médecine de prévention. Les jeunes médecins y feront leur service national.

13- Augmenter le plus possible le nombre de places en faculté de médecine (3)

Nous supprimerons le *numerus clausus* caché induit par le sous-financement de cette filière et augmenterons autant que nos moyens humains le permettent le nombre de places pour former les médecins dont la France a et aura de plus en plus besoin.

14- Absorber les mutuelles dans une sécurité sociale universelle (1)

Nous instaurerons une sécurité sociale universelle garantissant un remboursement intégral des soins, y compris dentaires, à travers l'absorption des mutuelles et assurances complémentaires par l'assurance maladie, qui a des frais de gestion bien plus bas.

15- Revaloriser toutes les professions du soin et organiser le secteur de l'autonomie (3)

Au-delà du Ségur de la santé, qui ne touche pas toutes les professions et se limite trop souvent à des primes ponctuelles, nous revaloriserons durablement la rémunération et les conditions de travail de toutes les professions du soin, notamment celles qui sont le plus pénibles. Nous organiserons le secteur de l'autonomie en mettant fin aux abus de certains établissements à but lucratif.

TRAVAIL

16- Augmenter le SMIC de 10 % tout de suite pour atteindre 1 500 € net en cinq ans (2)

Libérés du dumping social et salarial, nous imposerons immédiatement une majoration du SMIC de 10 %, avec l'objectif d'atteindre 1 500 euros nets à la fin du quinquennat – augmentation compensée par une aide publique conditionnée aux TPE-PME. Par ailleurs dans une logique de répartition des richesses héritée du CNR, nous rétablirons le droit de partir à la retraite à 60 ans, avec un taux de remplacement négocié par les partenaires sociaux assurant une pension qui ne pourra être inférieure à 75% du SMIC.

17- Mettre en place une réserve citoyenne pour tous les travailleurs sans activité qui le souhaitent

Conformément au principe de valeur constitutionnelle selon lequel « chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi », nous mettrons en œuvre progressivement une réserve citoyenne sur le modèle de la stratégie des territoires zéro chômeur, qui emploiera toutes les personnes sans activité rémunérée soit pour se former, soit à des travaux utiles à la communauté.

18- Restaurer et conforter un droit du travail protecteur des travailleurs (3)

Nous abrogerons les lois Macron et El-Khomri et rétablirons la hiérarchie des normes. Nous réprimerons plus sévèrement le non-respect du droit des travailleurs, notamment les entorses à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes et le travail dissimulé. Les exploiteurs d'immigrés clandestins seront poursuivis et les effectifs de l'inspection du travail seront fortement renforcés.

19- Établir un congé parental partagé à égalité entre les parents

Considérant que les différences de carrière et donc de salaire entre les femmes et les hommes proviennent en partie des interruptions occasionnées par la naissance des enfants, et que ces derniers ont besoin d'être entourés par leurs parents au début de leur vie, nous établirons un congé parental de 16 semaines obligatoire pour le deuxième parent.

20- Garantir l'hébergement des sans-logis

Nous créerons une agence dont l'objectif sera d'assurer, dans la dignité et la sécurité, l'hébergement de tous les sans-logis en cinq ans.

ENFANCE - ENSEIGNEMENT

21- Garantir un service public de la petite enfance (3)

Afin de garantir le droit de former une famille tout en travaillant, quel que soit son lieu de vie ou son revenu, nous encouragerons et compléterons le service public local de la petite enfance, pour que chaque famille qui le souhaite puisse faire garder son enfant dans un cadre collectif.

22- Remettre l'autorité du professeur et la transmission du savoir au cœur de l'école

Afin de faire de l'école un véritable sanctuaire dévolu à la fabrication de la citoyenneté et à la transmission des savoirs, nous renforcerons la sécurité, restaurerons l'autorité du professeur, imposerons le port de l'uniforme (fourni par l'État et fabriqué en France) et déterminerons des programmes qui donnent des bases saines à tous sans verser dans le pédagogisme.

23- Revaloriser de 25 % le salaire des professeurs et mobiliser les jeunes en service national (3)

Nous revaloriserons le statut des enseignants en augmentant leur salaire de 25 % en début de carrière et en supprimant les formalités et lourdeurs administratives qui parasitent la pratique enseignante. Nous mobiliserons les jeunes en service national pour le soutien des élèves en difficulté scolaire ou en situation de handicap.

24- Augmenter les capacités et le niveau de l'enseignement technique et professionnel

La réindustrialisation de la France ne se fera pas sans des travailleurs bien formés. La France doit cesser de présenter l'enseignement général comme une voie prééminente ; elle doit viser l'excellence dans tous les domaines et donner à tous la possibilité de se réaliser dans la fierté du travail bien fait, quel que soit ce travail.

25- Rétablir des universités d'excellence, dont les étudiants seront sélectionnés et entretenus

Nous rétablirons des universités d'excellence et disposant des moyens humains et matériels suffisants, auxquelles seuls les étudiants capables d'y étudier pourront accéder; sous réserve de leur assiduité et sauf revenus suffisants de la famille, les étudiants bénéficieront d'une allocation d'étude d'un montant suffisant pour leur permettre d'étudier sans travailler par ailleurs.

SÉCURITÉ - JUSTICE

26- Rétablir la confiance entre les Français et les forces de l'ordre

Nous punirons plus sévèrement les actes de violence contre les forces de l'ordre qui bénéficieront d'une présomption de légitime défense. Nous supprimerons certaines méthodes de maintien de l'ordre controversées et instaurerons l'obligation de délivrer une attestation lors de chaque contrôle d'identité. Tout comportement antirépublicain fera l'objet d'une sanction immédiate et les enquêtes judiciaires concernant les forces de sécurité devront présenter toutes les garanties d'indépendance.

27- Protéger en premier lieu la vie des Français et leur intégrité physique

Tolérance zéro contre les atteintes aux personnes, qui seront punies plus sévèrement et contre lesquelles devront lutter prioritairement les forces de sécurité. Nous ferons du combat contre la pédocriminalité une grande cause nationale. Nous construirons suffisamment de places de prison pour que les criminels ne restent pas impunis. Les travaux d'intérêt général (TIG) deviendront obligatoires et seront fortement encadrés.

28- Mettre un terme à la politique du chiffre et garantir la paix et l'ordre public

Nous mettrons un terme à la politique du chiffre et renforcerons la police d'investigation. Nous rétablirons la police de proximité et lutterons contre la délinquance des mineurs en développant les courtes peines et en augmentant les places dans les centres éducatifs fermés. Nous améliorerons nos capacités à lutter contre le terrorisme et les nouvelles formes de délinquance en développant nos forces de renseignement et nos cyber-capacités.

29- Combattre la délinquance économique et financière

Nous lutterons sans réserve contre la délinquance économique et financière, et en particulier la fraude fiscale et sociale, à l'aide de procédures simplifiées, de moyens et de sanctions renforcés, par des amendes indexées sur les revenus et la confiscation des biens. Les autres atteintes aux biens feront l'objet d'une réponse pénale plus rapide, dissuasive et efficace, en privilégiant les alternatives à la prison.

30- Rapprocher les Français de leur justice

Nous rapprocherons les Français et leur justice en modifiant la carte judiciaire, en élargissant le recrutement des magistrats et en établissant un contrôle citoyen sur le Conseil national de la magistrature. Nous instaurerons un droit opposable à obtenir un jugement dans un délai limité, tout en portant les moyens de la justice au niveau de ce qu'ils sont chez nos voisins, avec des recrutements massifs de magistrats et de greffiers. Nous créerons un parquet spécialisé contre la pédocriminalité et un grand parquet national de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, doté d'antennes spécialisées, notamment en Corse concernant le grand banditisme.

LAÏCITÉ – CITOYENNETÉ – IMMIGRATION

31- Appliquer fermement le principe de la icité

Nous appliquerons strictement les lois en vigueur qui garantissent la laïcité, organiserons un référendum local sur le concordat là où il est appliqué – donnant le choix entre leur maintien avec inclusion de l'islam ou le droit commun de la loi de 1905 – et lutterons contre l'islamisme sous toutes ses formes.

32- Instaurer un service national mixte obligatoire

Afin de lutter contre la segmentation de la société, nous instaurerons pour les jeunes de 18 ans des deux sexes un service civique mixte, obligatoire et rémunéré d'une durée d'un an, les jeunes pouvant opter pour un service civil (pompiers, protection civile, police de proximité, ONF...) ou un service militaire - lequel permettra de construire progressivement une garde nationale.

33- Faire une pause dans l'immigration, garantir le droit d'asile, lutter contre les abus (1)

Nous garantirons le droit d'asile en accélérant les procédures, nous limiterons le droit au regroupement familial aux cas où il n'est possible qu'en France et limiterons l'immigration économique aux compétences introuvables dans notre pays. Nous dénoncerons les accords bilatéraux trop défavorables en matière d'immigration pour la France. Nous régulariserons les étrangers intégrés qui peuvent prouver qu'ils travaillent en France depuis un an et expulserons les autres. Nous conditionnerons à une attitude loyale dans ce domaine toute coopération avec les États d'origine.

34- Dénoncer les accords de Schengen et rétablir des contrôles stricts aux frontières

Nous dénoncerons les accords de Schengen et rétablirons des contrôles stricts aux frontières, indispensables à la lutte contre l'immigration clandestine, la traite des personnes, le trafic d'armes et de stupéfiants et le terrorisme.

35- Promouvoir l'assimilation en refusant toute segmentation en fonction de l'origine.

Nous ne laisserons passer aucune discrimination (d'où qu'elle vienne), qui sera considérée comme une insulte au peuple français, nous conditionnerons l'accès à la nationalité à une intégration réelle et vérifiée à la société française (langues et valeurs) selon le principe de l'assimilation républicaine et nous expulserons les étrangers condamnés pour des crimes ou des délits punis de plus d'un an de prison ferme.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

36- Recentrer les territoires autour des communes et des départements.

Nous concentrerons l'administration territoriale de la République principalement sur la commune et le département. Les prérogatives des maires seront renforcées, en recherchant un équilibre avec les groupements de communes. Les instruments de la planification d'aménagement seront regroupés et simplifiés, la loi NOTRe sera révisée et les régions deviendront des instances de coordination et de mutualisation.

37- Rétablir un grand service public du transport ferroviaire et renationaliser les autoroutes (1)

Nous rétablirons un grand service public du transport ferroviaire en rouvrant progressivement les gares et les lignes pertinentes, en développant le ferroutage et en encourageant de nouveaux transports en commun sur tous les territoires. Nous renationaliserons les autoroutes, réduirons leur coût pour les résidents français et imposerons une vignette aux tarifs différenciés notamment pour poids lourds étrangers circulant en France.

38- Relancer une politique de logement ambitieuse

Nous poserons comme objectifs la construction de 500 000 nouveaux logements neufs par an (comme dans les années 2000) et l'éradication de l'habitat indigne. Nous réquisitionnerons les logements vacants conformément à la loi et interdirons la location de courte durée plus de 60 jours par an dans les zones sous tension.

39- Lutter contre la fracture numérique

Contre la fracture numérique et géographique, nous garantirons un accueil téléphonique et physique pour toutes les administrations et nous garantirons que toutes les habitations seront reliées à la fibre optique à l'issue du quinquennat.

40- Lancer une grande mobilisation pour l'égalité entre les territoires, notamment outre-mer

Nous lancerons une grande mobilisation nationale pour que les départements et territoires en retard - en particulier dans l'outre-mer, qui fait de la France une nation à l'échelle mondiale - soient dotés d'infrastructures et de services publics au niveau des régions les mieux dotées de l'Hexagone.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES – DÉFENSE

41- Sortir du commandement intégré de l'OTAN et maintenir l'outil de dissuasion

Nous sortirons immédiatement du commandement intégré de l'OTAN et favoriserons une défense fondée sur la sécurité collective plutôt que sur des blocs. La dissuasion française, garante de l'indépendance nationale, sera maintenue et renforcée dans sa composante cyber.

42- Retrouver le rôle de puissance d'équilibre de la France

Nous reviendrons à la politique d'équilibre et d'indépendance du général de Gaulle. La France n'est jamais si influente que lorsqu'elle se fait la figure de proue des petites puissances contre les velléités impérialistes des grandes.

43- Refuser toute coopération avec les États soutenant l'islamisme

Nous nous opposerons à l'islamisme en refusant de vendre des armes et de signer des alliances ou des coopérations avec les pays qui soutiennent cette idéologie directement ou indirectement.

44- Reconstruire une industrie de la défense plus complète

Nous reconstruirons une industrie de la défense plus complète, sous contrôle accru de l'État, afin de permettre le développement des armes d'aujourd'hui et de demain répondant aux besoins de nos armées et non aux exigences des États-Unis. L'industrie d'armement sera un moteur pour l'innovation.

45- Pratiquer une aide au développement favorisant le « vivre et travailler au pays »

Notre aide publique au développement sera augmentée et concentrée sur les pays de départ de l'immigration actuelle dont les gouvernements accepteront des contrats de développement centrés autour du principe « vivre et travailler au pays ». Le franc CFA sera supprimé et les accords de libre-échange qui ruinent l'agriculture de ces États seront dénoncés.

DÉMOCRATIE

46- Remobiliser les Français grâce au RIC et à une mobilisation générale annuelle

Nous instaurerons un référendum d'initiative citoyenne (RIC); en attendant de l'inscrire dans la Constitution, nous le mettrons en pratique de manière volontaire. Par ailleurs, nous fixerons chaque année un grand projet de mobilisation générale pour retrouver le goût de l'action commune et rapprocher l'État des citoyens.

47- Établir une dose de 25 % de proportionnelle pour l'élection législative

Nous réformerons l'élection des députés pour que 25 % d'entre eux soient élus à la proportionnelle.

48- Rétablir les rôles initiaux du Conseil Constitutionnel, du Conseil d'État et de la Cour des comptes

Pour rétablir la primauté de la démocratie, nous modifierons la Constitution pour fixer des limites strictes au pouvoir d'interprétation devenu disproportionné du Conseil constitutionnel. Le Conseil d'État, qui a jugé qu'ADP n'était pas en situation de monopole, et la Cour des Comptes, qui veut donner des bons points aux candidats à la présidentielle, seront rappelés à leurs devoirs.

49- Lutter contre la corruption, responsabiliser les décideurs publics et interdire le pantouflage

Nous établirons un principe de responsabilité professionnelle des décideurs publics qui doivent sortir de l'immunité et du « pas de vagues ». La lutte contre la corruption sera un axe central du quinquennat. Nous interdirons la circulation des hauts fonctionnaires entre le service de l'État et celui des intérêts privés. Si l'on sert la Nation et les Français, on ne peut pas servir d'autres maîtres.

50- Prendre dès l'élection toutes les mesures nécessaires contre les pressions

Dès l'élection, afin de mettre en œuvre notre programme, nous suspendrons immédiatement à titre conservatoire l'application des dispositions européennes qui sont en contradiction avec les intérêts fondamentaux de notre pays et celles qui pourraient faciliter les pressions des adversaires de la démocratie contre les choix souverains du peuple français.

les chers concitogens,

J'ai eu la chance de vivre bien des expériences qui me permettent de saisir la France dans sa complexité.

Je ne suis pas énarque, ni politique professionnel, je suis cadre dans une entreprise. Je suis marié, père de trois enfants, j'ai été ouvrier, salarié de grande distribution, serveur, humanitaire, enseignant en université, militaire, titulaire de la Croix du combattant. J'ai toujours travaillé et je sais ce qu'est servir mon pays.

Je comprends les Français dans leur diversité. C'est ma force.

Cette élection présidentielle pose une question centrale : pouvons-nous continuer sur le même chemin, au risque de devenir définitivement une nation de seconde zone ?

Ou préférons-nous reprendre le contrôle pour redevenir un grand pays, qui rayonne et invente ; un pays qui décide à nouveau pour lui-même ?

Pour moi, et sans doute une majorité de nos concitoyens, la réponse est claire :

Avec de Gaulle et avec Jaurès, je veux engager la France et tous les Français sur le chemin de ceux qui décident, de ceux qui tracent un avenir souhaitable pour nos enfants, de ceux qui veulent retrouver de nouveaux jours heureux.

George luzuarovic

Ma candidature n'est soutenue par aucun groupe d'intérêt ni aucune fortune, elle ne peut exister que par un soutien populaire.

Si vous pouvez nous soutenir, à la hauteur de vos moyens, n'hésitez pas.

Formulaire en ligne sur : gk2022.fr

Les dons sont défiscalisés à hauteur de 66 % (100 € de don = 34 € après déduction fiscale)

Retrouvez l'actualité de la campagne et toutes les informations sur :

GK2022.fr